

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - JMC

Arrêté préfectoral imposant à la société TICOM des prescriptions complémentaires pour la remise en état de **son** établissement situé à **COMINES**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment l'article L 512.7 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment ses articles 18 et 34.1 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1999 mettant en demeure la société TICOM, siège social : 66 route d'Armentières - 59560 COMINES, de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter les activités de l'établissement situé à la même adresse ;

VU la décision du tribunal de commerce de Lille du 28 mars 2002 mettant en liquidation judiciaire, le 21 avril 2002, la société TICOM ;

VU le courrier de maître PERIN, mandataire judiciaire désigné liquidateur, du 08 juillet 2002, indiquant que les activités de la société TICOM ont cessé le 21 avril 2002 ;

VU le rapport de monsieur l'ingénieur en chef, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 20 mai 2003 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 – OBJET

La société TICOM, représentée par Maître PERIN domicilié 74 avenue du Peuple Belge à LILLE (59800), chargé de la liquidation de cette société, ci-après dénommée "l'exploitant", est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la remise en état de son ancien site du 66, route d'Armentières à COMINES.

L'exploitant doit remettre le **site** dans un état tel qu'il ne **s'y** manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}.

ARTICLE 2 □ ACCES

2.1 - Clôture

Le site sera clôturé sur toute sa périphérie pour éviter tout accès aux dépôts de produits et aux déchets encore présents sur le site.

2.2 - Accès

Les accès à l'établissement seront constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant et selon une procédure qu'il a définie seront admises dans l'enceinte du site.

2.3 - Dispositifs de sécurité

Tous les dispositifs permettant de garantir la sécurité du site seront établis et maintenus en état de fonctionnement **jusqu'à** la disparition des risques liés aux produits ou déchets présents (protection incendie, mesures relatives **à** la protection contre la pollution des **sols** ou de l'environnement, consignes de sécurité, mesures de prévention des risques de chute...).

ARTICLE 3 – ELIMINATION DES PRODUITS ET DECHETS

3.1 - Les déchets et produits encore présents sur le site seront évacués dans des installations autorisées à cet effet dans un **délai d'un mois**. **A** défaut d'évacuation, l'exploitant procédera **à** des travaux de mise en sécurité aptes à garantir que **le** site ne présentera pas de risques et de dangers à l'égard des populations et de l'Environnement.

Les déchets éventuels contenant des P.C.B/P.C.T seront éliminés dans les conditions prévues **a** l'article 10 du décret n°87-59 du 02 février 1987 modifié dans un délai d'un mois.

3.2 - L'exploitant adressera à l'Inspection **des** Installations Classées les documents justificatifs de l'élimination des déchets dans **le** mois suivant la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 : CESSATION D'UTILISATION DES FORAGES EN NAPPE

4.1 - L'exploitant prendra toutes **les** mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de chacun des ouvrages encore présents sur le site afin d'empêcher la pollution **des** nappes d'eau souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur **et** soumises à l'approbation **de** l'Inspection des Installations Classées et du service chargé de la police **des** eaux souterraines.

4.2 - Un rapport de fin **de** travaux, décrivant **les** opérations effectuées, sera soumis à l'Inspection des Installations Classées dans le mois qui suit le comblement des ouvrages présents sur le site.

Désignation du document	Délai à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral
Justificatifs de l'élimination des déchets (y compris les déchets souillés aux PCB/PCT)	1 mois
Cahier des charges et proposition hydrogéologue (forage)	1 mois

ARTICLE 6 – FRAIS

Tous **les** frais occasionnés par **les** études **et** travaux menés en application du présent arrêté préfectoral complémentaire sont à la charge **de** l'exploitant.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, **des** sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code **de** l'Environnement.

ARTICLE 8 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif **de** LILLE. Le délai de recours **est** de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour **les** tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 9

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de COMINES,

- Monsieur l'ingénieur en chef, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

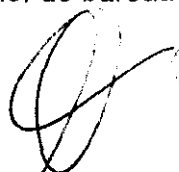
En vue de l'information des tiers :


- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de COMINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à LILLE, le 24 juillet 2003

Pour ampliation,
P/le chef de bureau délégué


F. FALVO



Le préfet,
P/Le préfet
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX